

Stratégies de développement local



Femmes vendeuses ambulantes à Siem Reap, Cambodge.

9.1 MECANISMES DE SOUTIEN INTEGRE POUR SORTIR DE L'INFORMALITE

■ Cette note concerne les stratégies de développement local, notamment les approches intégrées et participatives ancrées dans le dialogue social qui peuvent susciter des réponses globales et localisées en soutien aux travailleurs et entrepreneurs de l'économie informelle. Lorsque le gouvernement local, les partenaires sociaux et les organisations de la société civile soutiennent la sortie de l'informalité des travailleurs et entrepreneurs de l'économie informelle, ils créent un socle sur lequel le segment le plus pauvre et le plus vulnérable de la population peut s'appuyer pour trouver un travail décent et des moyens de subsistance pérennes. À l'échelle locale et nationale, pour la société, la transition des entreprises informelles vers la formalité se solde par une dynamisation de l'économie, économie qui est inclusive du point de vue économique et social et qui génère des revenus et des investissements susceptibles d'être redirigés localement. Un soutien de grande ampleur des autorités locales peut favoriser la croissance des entreprises et les encourager à sortir de l'informalité.



- Développement local et informalité
- Relation entre le gouvernement local et l'économie informelle
- Faiblesse des capacités de gestion au niveau local
- Insuffisance des mécanismes de dialogue
- Médiocrité de la cohérence politique entre le niveau national et le niveau local
- Contraintes pesant sur l'environnement réglementaire local des entreprises
- Faiblesse de la sensibilisation et de la prestation de services

■ **Développement local et informalité.** Les autorités gouvernementales locales et les organisations communautaires représentent le point de contact principal, voire unique, des acteurs de l'économie informelle qui souhaitent accéder à des services de développement économique et social¹. Le gouvernement local et les organisations de la société civile ont une plus grande proximité spatiale, organisationnelle et sociale ainsi qu'une compréhension plus approfondie des priorités de leurs communautés. Ce sont les structures les mieux indiquées pour mettre en place des interventions d'inclusion et de dialogue social, de développement économique, de promotion de l'emploi et de protection sociale.² En effet, les stratégies de développement local favorisent la mise en place d'approches globales visant à perfectionner les compétences des travailleurs et les unités économiques de l'économie informelle. La mise en place d'infrastructures de base, la simplification des environnements réglementaires et des règles en matière d'implantation, le soutien au développement de petites et micro-entreprises, la rationalisation des marchés publics et des procédures d'appel d'offres, l'encouragement des partenariats public/privé, l'offre d'aide à des groupes particulièrement défavorisés comme les femmes et les jeunes, la promotion d'emploi, de méthodologies faisant appel à une forte intensité de main d'œuvre pour le développement des infrastructures et le soutien à la création d'emploi, ne sont que des exemples de mesures que peuvent mettre en place les municipalités pour soutenir la sortie de l'informalité de leurs ressortissants. Ces outils et stratégies conjugués ont un impact beaucoup plus bénéfique que les approches fragmentaires.

■ Relation entre le gouvernement local et l'économie informelle.

Les stratégies de développement local ne sont pas utilisées à leur plein potentiel pour soutenir l'amélioration et la sortie de l'informalité de l'économie informelle au niveau local. En effet, les acteurs et les unités économiques de l'économie informelle ont des relations tendues et délicates avec les autorités locales. Dans le meilleur des cas, ces relations se manifesteront par une tolérance bénigne de la part du gouvernement local, qui consacre tout de même la grande majorité de ses ressources et politiques à l'économie formelle ; dans le pire des cas, le gouvernement peut faire preuve d'hostilité et de harcèlement. L'élimination des taudis et l'expulsion des commerçants ne sont pas rares vu que de nombreuses autorités locales considèrent que les petits commerçants, les vendeurs ambulants, les personnes travaillant au tri des ordures et autres acteurs de l'économie informelle représentent

Qu'est-ce que le développement local ?

Le développement local vise à créer un environnement participatif qui renforce les capacités des institutions locales pour la mise en place d'interventions socialement inclusives et pourvoyeuses d'emplois. Dans de nombreuses régions du monde, le processus de décentralisation et de démocratisation a fortement accru le rôle des autorités locales dans la définition de la voie de la croissance économique de leurs communautés. Le soutien au dialogue social local et le renforcement des capacités de gestion du gouvernement et de la société civile, sont des mécanismes essentiels de la création et de la mise en œuvre d'initiatives locales visant à faire progresser le bien-être économique et social des communautés.

La mise en œuvre simultanée d'interventions économiques et sociales visant à créer un environnement où les activités sociales soutiennent les objectifs économiques et inversement, est capitale pour les principes de développement local. Par exemple, le renforcement des capacités des groupes communautaires à engager le dialogue social consolide le développement économique grâce à une meilleure communication des priorités locales (secteurs des entreprises à soutenir, infrastructures à créer), permet de réagir en temps opportun pour tirer profit des opportunités économiques et atténuer les conséquences des catastrophes naturelles et des chocs d'origine humaine, d'assurer une plus grande cohésion sociale par une meilleure répartition des débouchés économiques.

1 BIT, 2007, L'économie informelle, Conseil d'administration, 298e session, document GB.298/ESP/4, Genève, mars 2007.

2 Boschima, 2005, *Proximity and innovation: a critical assessment*, Regional Studies 29, Routledge: Londres.

Le dialogue social local permet de traduire des cadres politiques nationaux d'emploi et de droits en mesures et de les aligner avec les stratégies locales existantes.

Les stratégies de développement local englobent des méthodologies spécifiques pour le développement économique local (DEL). Le DEL est un mécanisme essentiel de la promotion de l'emploi par le développement des micro- et petites entreprises, le soutien au dialogue social et la planification du développement. Au cœur de l'approche se trouve la création de partenariats public/privé qui rassemblent les parties prenantes de l'économie locale, y compris les représentants du gouvernement local et régional, les organisations d'employeurs et de travailleurs, les chambres de commerce, les coopératives, les associations de producteurs, les organisations de femmes et d'autres ONG. Les parties prenantes définissent des priorités communes pour le développement de leur région en tenant compte des contextes sociaux et environnementaux et en faisant un usage rationnel des capacités et des ressources locales. Les stratégies de développement local, qui incluent l'économie informelle en tant que participante active et bénéficiaire, peuvent catalyser la relance économique, lutter contre la pauvreté et aider au renforcement de leur voix. Ces stratégies représentent donc un outil important qui est garant de la démocratisation, de l'élaboration de politiques et de la planification.

Adapté de van Empel, C. Van Boekel, G. What is LED?
<http://www.ilo.org/public/english/region/afpro/abidjan/publ/ilo9/decent6.pdf>

une menace publique. Cependant, la valorisation des entreprises et la transition vers la formalité peuvent être tout autant bénéfiques pour les autorités locales, car elles peuvent non seulement augmenter leurs revenus, dynamiser l'économie locale et attirer les investissements, mais aussi garantir une meilleure cohésion sociale.

Plusieurs défis doivent être relevés pour que les stratégies de développement local tiennent leurs promesses de faciliter la transition vers la formalisation. Ces défis sont la faiblesse des capacités au niveau local, l'insuffisance des mécanismes de dialogue, le manque d'alignement entre les politiques nationales et les politiques locales, les contraintes pesant sur l'environnement réglementaire et la médiocrité de la prestation de services, en particulier dans les zones rurales et distantes.

■ **Faiblesse des capacités de gestion au niveau local.** Les municipalités, les instances gouvernementales spécialisées (par exemple les chambres de commerce et les agences locales pour l'emploi), les partenaires sociaux (organisations de travailleurs et organisations d'employeurs) et les organisations de la société civile (ONG, organisations à base communautaire), seront souvent les principaux agents d'exécution à offrir des perspectives permettant aux acteurs de l'économie informelle d'entrer en relation avec l'économie formelle. La force de l'intervention ne dépend pas seulement de sa conception, mais aussi de la capacité des agents d'exécution à traduire la stratégie prévue en actions réelles.

L'engagement croissant des gouvernements nationaux et locaux pour encadrer des politiques et offrir des services au niveau local, a mené à la décentralisation de l'exécutif et a créé une marge de manœuvre budgétaire au niveau local. La décentralisation améliore la réactivité des agences gouvernementales infranationales et des organisations à base communautaire pour mieux répondre aux besoins locaux et tirer profit des opportunités. Cependant, pour que les gouvernements locaux puissent atteindre les objectifs de décentralisation prévus, il est d'abord nécessaire de renforcer les capacités locales insuffisantes pour l'offre de programmes et de services et d'améliorer la coordination et l'alignement des politiques locales et nationales. Une partie de ce processus implique aussi de résoudre l'hésitation inhérente à traiter avec l'économie informelle et à considérer les acteurs de cette économie comme des acteurs économiques potentiellement dynamiques. La majorité des ressources budgétaires et politiques au niveau local sont donc souvent orientées vers ceux qui sont perçus comme des acteurs économiques plus forts, souvent issus de l'économie formelle.

■ **Insuffisance des mécanismes de dialogue.** Le dialogue social est le pilier central des stratégies de développement local, qui s'appuie aussi sur les pouvoirs de représentation des parties prenantes locales. Cependant, une caractéristique inhérente à l'économie informelle est la faiblesse de son organisation et de sa représentation. Les groupes vulnérables, en particulier les femmes et les jeunes, sont rarement représentés et n'ont souvent pas leur mot à dire au niveau politique. Cette mauvaise organisation signifie souvent que les acteurs de l'économie informelle restent à l'écart des processus de dialogue et de planification ; les ressources et la direction politique sont dans les mains d'une élite ou de personnes dont le pouvoir de négociation est plus fort. Même si la décentralisation offre de bonnes perspectives de plus grande démocratie au niveau local, on ne peut pas affirmer que les parties prenantes partageront toujours des intérêts communs. Les territoires locaux peuvent être le siège de conflits d'intérêts du point de vue économique, religieux, ethnique, de classe, de sexe ou autres. Les incitations à traduire des droits au niveau national à l'échelle locale, peuvent aussi être moins fortes localement.

Il est nécessaire de mettre en place un mécanisme de dialogue qui facilitera le renforcement des capacités des organisations de travailleurs et d'entrepre-

neurs de l'économie informelle. Même après la mise en place de mécanismes de dialogue avec l'économie informelle, des efforts intensifs doivent être faits pour honorer les engagements pris envers ces plateformes de dialogue. L'exemple du conseil municipal de Durban, acclamé en tant que bonne pratique internationale de soutien à l'économie informelle (voir l'encadré plus loin dans cette section), a essuyé des revers politiques, en partie en raison des échecs des processus de dialogue social, malgré des débuts florissants.

■ **Médiocrité de la cohérence politique entre le niveau national et le niveau local.** La décentralisation a accru le rôle des gouvernements locaux et l'ampleur des attentes suscitées chez les citoyens à leur égard. Cependant, la nature des interactions entre le niveau national et le niveau local est fragile, en partie du fait d'un manque de compréhension des réalités locales par les instances nationales et de la faible capacité des gouvernements locaux. Les cadres nationaux doivent être considérés par le gouvernement local comme une politique et une réforme réglementaire au niveau local, non pertinents ni applicables au niveau local. Par ailleurs, le niveau national risque de déléguer ses responsabilités en termes de biens publics comme l'éducation, la santé, les services publics, les infrastructures et le respect des cadres juridiques au niveau local, qui n'a cependant pas les ressources et les économies d'échelle nécessaires pour satisfaire ces besoins. La cohérence politique entre le niveau local et le niveau national nécessite donc que les objectifs et les possibilités de partenariats et de co-entreprises soient alignés et coordonnés. Le gouvernement local peut avoir besoin de conseils en vue de créer la compréhension et les stratégies adéquates pour adapter les cadres nationaux au niveau local. Les stratégies de développement local doivent intégrer des lignes directrices à l'intention du gouvernement et des acteurs de la société civile, pour combler les disparités entre les acteurs nationaux et les acteurs locaux.

■ **Contraintes pesant sur l'environnement réglementaire local des entreprises.** Un élément qui peut entraver le développement économique local est le manque de clarté et la complexité des processus d'enregistrement compliqués et d'autorisation des micro- et petites entreprises. Lorsque les procédures d'enregistrement des entreprises croulent sous la bureaucratie, imposent des exigences financières ou documentaires strictes, et lorsque les agents peuvent prendre des décisions arbitraires, les entreprises peuvent être intimidées et découragées dans leur intention de se formaliser. En plus, des processus d'enregistrement et d'autorisation fortement bureaucratés peuvent être interprétés par les entreprises comme un manque d'ouverture à leur égard de la part du gouvernement local et un désir de les maintenir dans l'informalité. (Voir la note sur les entreprises informelles).

■ **Faiblesse de la sensibilisation et de la prestation de services.** Les autorités locales peuvent être présentes sur le terrain et couvrir de vastes zones des secteurs ruraux et agricoles. Sans surprise, la prestation de services aux régions distantes est onéreuse et compliquée, et les autorités locales peuvent être moins enclines à investir leurs rares ressources dans ces régions. Les acteurs ruraux qui représentent une grande partie de l'économie informelle et de la pauvreté mondiale, se retrouvent donc géographiquement isolés et dépourvus d'un accès aux informations, services, ressources et infrastructures susceptibles de soutenir leurs activités économiques. Le déplacement coûteux et long des travailleurs indépendants vivant dans des communautés rurales distantes, peut les dissuader d'enregistrer leur activité, de chercher une formation professionnelle ou d'autres soutiens à l'entreprise. Cependant, la prestation de services n'est pas médiocre uniquement dans les zones rurales. Même dans des contextes informels urbains, l'accès à l'assistance, notamment aux informations sur les marchés, aux services de développement des entreprises, à la formation et à l'administration du travail, peut être compromis par l'orientation de ces institutions et services vers les besoins de l'économie formelle.

● La cohérence politique entre le niveau local et le niveau national nécessite un alignement et une coordination des objectifs et des possibilités de partenariats et de co-entreprises

● Des processus d'enregistrement et d'autorisation fortement bureaucratés peuvent être interprétés par les entreprises comme un manque d'ouverture à leur égard de la part du gouvernement local et un désir de maintenir les entreprises dans l'informalité

● La prestation de services aux régions distantes est onéreuse et compliquée, et les autorités locales peuvent être moins enclines à investir leurs rares ressources dans ces régions



Vendeuse ambulante sous la pluie, Chengdu, Chine.

- **Renforcement du dialogue social**
- **Partenariats public/privé**
- **Renforcement des capacités des autorités locales à soutenir le développement local**
- **Aides au développement local en faveur de l'emploi**
 - **Perfectionnement du niveau de compétences local**
 - **Soutien aux investissements étrangers, notamment aux méthodologies à haute intensité de main-d'œuvre**
 - **Promotion de la compétitivité des entreprises**
 - **Création d'un environnement favorable aux entreprises au niveau local**
- **Développement des infrastructures**
- **Amélioration de l'accès à la protection sociale**

Lorsque les stratégies de développement local ont réussi à franchir ces obstacles et à réorienter l'attention politique vers l'économie informelle, elles ont eu un impact important pour les travailleurs et les unités économiques et, dans de nombreux cas, ont favorisé l'entrée dans la formalité. Même si les innovations abordées ci-dessous sont considérées comme étant indépendantes, elles font en fait partie de stratégies intégrées et globales au niveau local et ont donc un impact bien plus grand que les interventions isolées. Dans tous les cas, le mécanisme clé sous-jacent pour le développement local est le soutien et l'institutionnalisation des mécanismes de dialogue social au niveau local, et implique donc la participation active des acteurs de l'économie informelle dans la planification et la mise en œuvre.

■ **Renforcement du dialogue social.** Les stratégies de développement local sont enracinées dans le dialogue social. Le dialogue social tripartite local entre les travailleurs, les employeurs et le gouvernement, tout comme celui au niveau national, établit la plateforme où les acteurs de l'économie informelle peuvent organiser leur voix collective pour débattre des principaux enjeux, allant de la législation du travail à l'inclusion sociale des groupes marginalisés, en passant par la propriété foncière. Pour réussir, le développement économique local a besoin de pouvoir compter sur la collaboration du gouvernement, du secteur privé, des organisations de travailleurs et de la société civile. L'ensemble de la société peut profiter des types d'investissements réalisés dans une localité donnée. Ainsi, les intérêts et l'expérience de différents groupes contribueront au processus de planification global. Des initiatives prises localement sont fortement démocratiques et participatives et concernent tous les groupes au sein d'une communauté, en particulier les personnes vulnérables, marginalisées et appartenant à des minorités. Cependant, comme indiqué dans la section traitant des défis, la mauvaise organisation de l'économie informelle risque de faire tomber les projets communautaires entre les mains d'une élite et de renforcer les divisions et les conflits existants au sein de la communauté.

Plusieurs voies sont possibles pour l'institutionnalisation de la planification et de la mise en œuvre.

- Plusieurs gouvernements ont établi des conseils locaux multisectoriels qui proposent des recommandations aux cadres locaux et aux instances législatives locales, pour la conception et la priorisation des programmes de développement, y compris ceux concernant la promotion de l'écono-

● Le dialogue social tripartite local entre les travailleurs, les employeurs et le gouvernement, établit une plateforme où les acteurs de l'économie informelle peuvent organiser leur voix collective pour débattre des principaux enjeux, allant de la législation du travail à l'inclusion sociale des groupes marginalisés, en passant par la propriété foncière

mie et de l'emploi, de la santé et de l'éducation, ainsi que la promotion des projets d'infrastructure. Au Ghana, le projet « Decent Work and Local Development through Dialogue and Partnership Building Project » a mis sur les bienfaits tirés de 10 initiatives de district dans la promotion du secteur agricole, du perfectionnement des compétences et de la création d'emplois pour les jeunes ainsi que des infrastructures faisant appel à une forte intensité de main d'œuvre, pour montrer aux décideurs au niveau national, la réussite et la possibilité de reproduction des stratégies locales de développement économique.

- Des groupes de la société civile et du secteur privé peuvent participer de concert avec les instances législatives locales à la discussion et à la délibération des ordonnances et résolutions locales proposées.
- Au sein des instances administratives, des groupes privés peuvent former des coopératives ou des co-entreprises avec le gouvernement local pour mettre en œuvre des programmes, des projets et des activités, notamment la prestation de certains services de base.

L'efficacité de ces mécanismes participatifs dépend de la manière dont ils sont réellement mis en œuvre et de l'ampleur de la mobilisation et de l'organisation des groupes de l'économie informelle et des communautés locales.

Les bonnes pratiques du Cambodge et de l'Ouganda démontrent l'importance des partenariats public/privé pour améliorer la prestation de services

■ **Partenariats public/privé.** Les partenariats entre institutions publiques et privées peuvent être un facteur décisif quant à l'efficacité de la prestation de services. Au Cambodge, le partenariat public/privé créé pour la gestion des établissements de santé locaux, a joué un rôle capital dans l'amélioration de la qualité des services de santé dans les villages pauvres et distants. En Ouganda, la gestion d'un marché public a été transférée de la municipalité à une coalition de gestion conjointe regroupant plusieurs parties prenantes, notamment : la municipalité qui définit les normes de prestation de services, un conseil local qui supervise le recouvrement des recettes et la prestation de services, une société privée qui collecte les cotisations et fournit des services de base comme l'eau, l'électricité et l'assainissement, et une association de vendeurs qui prend en charge la sécurité et la résolution des différends entre les vendeurs.³ Des partenariats similaires ont été mis en place pour la collecte des déchets, l'amélioration des infrastructures de la communauté et le nettoyage de la voirie dans plusieurs pays, avec des résultats positifs non seulement dans la prestation des services, mais aussi dans le renforcement du dialogue entre les gouvernements locaux et les associations locales. Il est indispensable d'institutionnaliser les voies de la participation et de les rendre crédibles pour les communautés locales. Elles doivent inclure les groupes marginalisés pour améliorer l'équité et empêcher qu'un seul intérêt ne devienne dominant.

Au Sri Lanka, le projet Enter-Growth mené dans plusieurs districts, s'est concentré sur la création d'un environnement favorable aux micro- et petites entreprises. Le projet était fermement enraciné dans le dialogue social entre les secteurs public et privé. Les institutions locales étaient soutenues pour renforcer la gouvernance du marché du travail. La bonne communication entre les parties prenantes a permis à Enter-Growth d'augmenter la productivité et la compétitivité des PME. Des forums ont été créés pour les PME et ont été soutenus par la formation de près de 2 000 fonctionnaires pour l'autorisation et l'enregistrement des entreprises⁴.

3 BIT, 2001, Local Employment in the Informal Economy, BIT, Genève.

4 Staermose, T., 2008, *The role of public sector in Private Sector Development (PSD) at the local level*, Sri Lanka, OIT.

Manières dont les cadres de développement local peuvent appuyer la transition vers la formalité

Développement économique et création d'emplois

Réponses économiques locales en matière de développement social

- Amélioration de la politique et de la marge de manœuvre budgétaire du gouvernement local pour accroître les investissements étrangers grâce à une sous-traitance dans la communauté et au recours à des entreprises locales pour la réfection des taudis, la construction des routes et autres projets de travaux publics à l'échelle locale.
- Augmentation du nombre de projets de création et d'entretien d'infrastructures à forte intensité d'emplois (non mécanisées), en vue de créer des emplois et des infrastructures de soutien sociales (écoles, hôpitaux) et économiques (marchés).
- Renforcement de la capacité et des opportunités des travailleurs informels par une amélioration de la portée des centres professionnels locaux, des agences pour l'emploi et des organisations communautaires pour l'évaluation de la demande professionnelle, le renforcement des capacités et la mise en correspondance de l'offre et de la demande d'emploi.
- Renforcement des liens entre les entreprises de l'économie formelle et de l'économie informelle pour augmenter les opportunités économiques des deux types d'entreprises.
- État des lieux de la puissance et des opportunités de l'économie locale pour prioriser les niveaux de soutien au développement de la capacité locale, au renforcement des entreprises, à la création d'infrastructures et aux investissements étrangers.
- Promotion de la réforme de l'environnement des affaires au niveau local
- Ouverture de l'accès aux ressources productives, notamment aux services financiers, aux informations sur les marchés, aux services de développement commercial et aux opportunités de formation.

Protection sociale

- Création de cadres de développement local et de plans de stratégies d'action à l'échelle de la municipalité et du village pour traduire les initiatives nationales (par ex. santé et sécurité professionnelle et élimination du travail des enfants) en éléments d'action pour le gouvernement local et pour les organisations de la société civile.
- Collaboration avec des agences spécialisées (par ex. gouvernement, donateurs) pour la fourniture d'orientations techniques, pour la création d'initiatives de protection et de sécurité sociale au niveau local (par ex. garanties d'emploi) qui incluent l'économie informelle.
- Sensibilisation au niveau local des employeurs au sujet des retombées économiques et sociales d'un investissement dans les normes de santé et de sécurité au travail.
- Intégration de problèmes transversaux (par ex. VIH/sida, travail des enfants, environnement) dans les activités de développement économique local

Dialogue social et droits

- Amélioration de la cohésion politique entre le gouvernement national et le gouvernement local grâce à des cadres de développement local
- Renforcement de l'organisation et de la voix (par ex. associations commerciales, coopératives, syndicats) et création de plateformes de dialogue social (par ex. forums et réseaux de développement économique local) en vue de parvenir à un consensus et une planification démocratique
- Renforcement de l'aptitude des organisations à base communautaire à définir les priorités de développement social et économique, à s'engager dans une planification participative et à collaborer avec les autorités locales pour la gouvernance de projets locaux
- Amélioration de la qualité des forums et des partenariats public/privé pour augmenter la réactivité et l'efficacité des institutions publiques et du secteur privé lors de la mise en œuvre d'initiatives au niveau local
- Soutien et renforcement des activités de coordination des acteurs économiques locaux en vue de prioriser les activités, éviter des efforts redondants et tirer le meilleur profit des rares ressources pour le développement.
- Intégration des femmes, minorités, groupes indigènes et autres groupes marginalisés dans le processus participatif
- Respect des droits de liberté d'association et de négociation collective, élimination du travail forcé, du travail des enfants et de la discrimination dans l'emploi et la profession.

■ **Renforcement de la capacité des autorités locales à soutenir le développement local.** Les mesures politiques substantielles qui font la promotion du développement local et de l'emploi peuvent être classées de la manière suivante :

- celles qui améliorent la compétitivité et stimulent la demande en termes d'investissements et d'emploi,
- celles qui améliorent la demande d'emploi par des investissements sociaux et la consommation, et
- les institutions qui font correspondre l'offre et la demande – ou qui, quand cela n'est pas possible, tentent de pallier les inefficacités ou défaillances du marché⁵.

Le rôle des gouvernements locaux a souvent été cantonné à la gestion des services publics et à la régulation des activités commerciales. Les institutions classiquement présentes à l'échelle locale, soutiennent la régulation des entreprises (autorisations d'exercer et bureau de traitement des permis) et la planification physique (bureaux de planification et services techniques). Dans certains pays ayant appliqué la décentralisation, les fonctions qui incombait généralement et exclusivement aux ministères, ont été déléguées aux instances régionales et municipales du gouvernement (ou tout du moins partagées avec elles), pour refléter l'élargissement du mandat et des responsabilités au niveau local. Plusieurs de ces rôles sont nouveaux pour les parties prenantes et les gouvernements locaux. Voici quelques exemples tirés de l'économie informelle :

- **commerce et industrie** – promotion des micro- et petites entreprises, liens avec le marché et offre de services logistiques aux producteurs au sein des chaînes de valeur
- **promotion et protection du travail** – collecte d'informations sur le marché du travail, médiation des conflits entre les entrepreneurs, extension de la sécurité sociale, placement
- **santé et sécurité professionnelle** – offre d'informations et de services liés à la santé au travail
- **éducation** – formation professionnelle, alignement des programmes avec les priorités de l'industrie, et
- **formation agricole** – promotion de techniques de production et d'équipements sûrs et efficaces auprès des petits exploitants.

Étapes du développement économique local

Les stratégies de développement local, y compris les méthodologies liées au développement économique local (DEL), sont souvent fondées sur des processus par paliers décrits ci-dessous. Ils sont particulièrement importants pour la mise en œuvre des projets, mais sont aussi pertinents pour le travail essentiel des autorités locales.

- Collecte des données préalable, analyse territoriale initiale et diagnostic territorial détaillé.⁶ Coordination des principales parties prenantes pour faire l'inventaire du secteur public, de la société civile et du secteur privé, et l'évaluation locale des forces, des faiblesses, des opportunités et des défis. L'accent est mis sur la priorisation des besoins socio-économiques et l'identification des secteurs à forte croissance et à taux d'emploi élevé. D'après l'analyse initiale, les parties prenantes principales, mobilisent un segment plus large de

5 Adapté de Parisotto, A., 2007, *Local employment generation – LGU practices in the Philippines. Local economic development for employment generation, peace and security: Approaches, tools, and good practices in the Philippines*, Rapport d'un atelier technique OIT/BSR à Manille, BIT, Manille.

6 Onalan, F. et Rychly L., 2007, *Dialogue at the local level in Europe: Comparison of case studies*, BIT, Genève.

la communauté pour participer aux processus de prise de décisions et de mise en œuvre.

- Création ou renforcement de forums et de réseaux de développement social et économique. La création et/ou le renforcement de forums et de réseaux offrent une plateforme au gouvernement et aux partenaires sociaux pour présenter les préoccupations, partager les connaissances, coordonner les activités et contribuer à la planification et à la mise en œuvre générale des interventions locales. Le forum est un moyen selon lequel les cadres au niveau national, la stratégie de croissance et les partenariats peuvent développer la cohésion politique avec des partenaires au niveau infranational.
- Conception d'une stratégie et d'un plan d'action intégrés au niveau local. Les parties prenantes locales élaborent des stratégies à moyen et long terme pour définir la vision, les objectifs et les actions à l'intention des parties prenantes. Les forums et les réseaux locaux doivent être des partenaires actifs du développement et de la mise en œuvre du plan. Une appropriation locale forte augmentera la viabilité des activités de l'initiative.
- Suivi et évaluations. Une boucle d'interaction solide entre les bénéficiaires sur le terrain et les personnes chargées de la mise en œuvre, permet de faire des corrections de trajectoire pour les activités et d'intégrer les leçons tirées à de nouvelles initiatives. Le partage de la réussite des initiatives et des leçons tirées sera utilisé pour reproduire des activités de l'initiative dans d'autres régions.

■ **Aides au développement local en faveur de l'emploi.** Si elles disposent des ressources humaines et financières adaptées, les autorités locales et les organisations du secteur privé sont à même de renforcer activement leur aide aux entreprises afin d'accroître les opportunités pour les acteurs et les unités économiques de l'économie informelle. Une localité peut développer sa puissance économique et sa compétitivité en investissant dans son capital humain, ses infrastructures physiques et d'autres aides aux entreprises. Le développement économique et social local devrait faciliter les transactions entre le marché et la communauté. Une amélioration de la gouvernance locale, du dialogue social et des efforts de sensibilisation, peut accroître l'aptitude des autorités locales et des partenaires sociaux à répondre aux demandes en matière de services sociaux de la part de la communauté, mais aussi aux demandes du marché du travail.

Les manières dont les autorités locales peuvent aider les micro-, petites et moyennes entreprises sont multiples. Elles seront abordées dans les domaines suivants : amélioration des capacités et des compétences, promotion des investissements étrangers, -notamment par des méthodologies d'appel d'offres locaux et à haute intensité de main d'œuvre-, amélioration de la compétitivité des entreprises, création d'un environnement favorable à l'enregistrement des entreprises et développement du soutien en matière d'infrastructures. Ensemble, elles créent un ensemble global d'aide aux entreprises qui peut sensiblement améliorer les perspectives d'un soutien à la transition vers la formalisation.

- **Perfectionnement du niveau de compétences local.** Les travailleurs indépendants représentent près de 33 % de la main-d'œuvre dans le monde, 51,4 % en Asie du Sud et 25,5 % en Amérique latine et dans les Caraïbes⁷. Étant donné ce pourcentage élevé, une formation en gestion commerciale et en comptabilité est indispensable pour renforcer les capacités des entrepreneurs à améliorer leur activité, à planifier leur croissance future et à se préparer à des événements imprévus (par ex. maladie,

● Les stratégies de développement local enracinées dans l'amélioration des compétences et des capacités peuvent donner à un territoire local une longueur d'avance en termes de compétitivité et attirer des investissements plutôt que de s'appuyer sur des salaires bas en tant qu'avantage concurrentiel

7 BIT, 2007b, Le travail décent et la transition vers la formalisation: Dernières tendances, discussion et bonnes pratiques, BIT, Genève.

mariage, crise économique et catastrophes naturelles). L'emploi peut être valorisé en améliorant les compétences des travailleurs et donc en augmentant l'éventail des opportunités d'emploi qui sont disponibles pour eux. Le gouvernement local et la communauté peuvent mettre en place des interventions au niveau du sous-secteur en identifiant et en soutenant les avantages propres à la localité, qui leur permettront de générer des emplois et des revenus pour les travailleurs locaux. La demande du marché est celle qui décide des types de formation à dispenser. Les stratégies de développement local enracinées dans l'amélioration des compétences et des capacités, peuvent donner à un territoire local une longueur d'avance en termes de compétitivité et attirer des investissements plutôt que de s'appuyer sur des salaires bas, pris pour avantage concurrentiel. Les zones qui s'appuient sur le faible coût de la main-d'œuvre attirent des entreprises piégées dans un cycle vicieux de concurrence avec d'autres régions qui font aussi reculer les coûts de la main-d'œuvre. Il en résulte une forte dépression des salaires dans toutes les régions.

Le parti pris de réduire les salaires et de relâcher les systèmes de protection du travail entraîne une réduction de la productivité du travail et sape le fondement véritable de l'avantage concurrentiel : les compétences, l'éducation, la santé et les opportunités de formation. Il entraîne aussi les villes vers un « équilibre de compétences » de bas niveau, où la demande de main-d'œuvre peu productive est satisfaite par un niveau médiocre d'offre de compétences, un gâchis des ressources humaines et des « pénuries » de main-d'œuvre. Cette approche n'est pas viable et nuit à la croissance économique durable de grande qualité. La principale mesure pour la création d'un socle efficace de capital humain, est en fait la promotion et la conservation du capital humain.

● Les autorités locales doivent s'engager auprès des organisations de travailleurs et d'employeurs pour identifier les compétences fortement demandées, étant donné que générer de l'offre en l'absence de demande, n'est pas efficace en matière de création d'emplois

Les autorités locales peuvent collaborer avec les organisations de travailleurs et d'employeurs pour identifier les métiers recherchés. Générer de l'offre en l'absence de demande, n'est pas efficace en matière de création d'emplois. Pour l'administration du gouvernement local, la formation professionnelle en matière de développement et de gestion des risques de crise, peut améliorer l'aptitude des gestionnaires à concevoir, mettre en place et optimiser des projets locaux adaptés pour satisfaire les exigences locales. Le projet « *Job Opportunities for Young Women and Men* » (JOY) [Des opportunités d'emplois pour les jeunes femmes et hommes] de l'OIT, est axé sur le renforcement des compétences et sur la création d'emplois pour les jeunes. Le projet JOY vise, entre autres, à revitaliser le réseau d'emploi des jeunes en Indonésie pour mettre en place des services de mise en correspondance de l'offre et de la demande d'emploi pour les nouveaux diplômés, une aide à l'entrepreneuriat et une formation continue pour les bénéficiaires.

L'offre ou la formation des travailleurs n'est pas toujours le problème. Le manque d'opportunités d'emploi pour les titulaires d'un diplôme de formation professionnelle mène au sous-emploi ou au chômage. Il en résulte que l'économie informelle doit absorber l'excédent de l'offre de main-d'œuvre⁸. Le gouvernement local et le secteur privé peuvent participer à une vaste initiative visant à mieux aligner l'offre et la demande, notamment en facilitant la mise en correspondance de l'offre et de la demande d'emploi, des apprentissages et d'autres formes d'opportunités post-formation.

Les décideurs locaux se doivent de bien comprendre les types de compétences disponibles et en forte demande par les industries locales. La prévision précise des industries d'avenir et des qualifications professionnelles

⁸ Atkinson, A., 2009, *Cities with Jobs: Full and Productive Employment and Decent Work for All*, Note de synthèse politique, BIT.

nécessaires pour faire tourner les industries, exige une bonne compréhension du marché du travail. Pour identifier les opportunités économiques et d'emploi, il faut disposer d'informations sur le marché du travail et de l'industrie. Les données, qui sont souvent incomplètes ou indisponibles, doivent être correctement analysées pour obtenir des documents d'appui pour la formation, l'éducation, la recherche et l'industrie.

Perfectionnement des compétences de la main-d'œuvre Programme municipal de formation professionnelle de Shanghai

Les initiatives du gouvernement municipal de Shanghai visant à intégrer les travailleurs de l'économie informelle dans l'économie locale élargie, sont un bon exemple de la manière dont les politiques peuvent être orientées vers l'offre de talents et de main-d'œuvre pour satisfaire les besoins émergents de l'industrie. En 2004, le gouvernement municipal a défini 10 priorités. Ces priorités concernaient, entre autres, l'attraction de rapatriés chinois hautement qualifiés, la formation spécialisée de gestionnaires, scientifiques, ingénieurs, politiciens et fonctionnaires et des programmes élargis pour le perfectionnement de la main-d'œuvre de Shanghai. En 2006, la liste initiale de dix priorités a été réduite à cinq priorités, avec en tête de liste la formation des travailleurs migrants et de l'excédent de main-d'œuvre rurale à Shanghai. Il convient de noter que la formation est à présent dispensée selon un «catalogue de développement de talents», annuellement remis à jour qui cible les compétences réclamées par les employeurs. La création de l'observatoire de la formation de Shanghai permet aux centres de formation professionnelle de la région de faire la promotion des compétences demandées et de former une offre de main-d'œuvre mieux adaptée à la demande du marché.

- **Soutien aux investissements étrangers, notamment aux méthodologies à haute intensité de main-d'œuvre.** Une plus grande autonomie budgétaire au niveau local encourage les investissements étrangers et réduit les fuites de capitaux, étant donné que ces derniers peuvent aider les entreprises locales qui alimentent la demande locale. La sous-traitance dans la communauté constitue un volet important des stratégies à haute intensité de main-d'œuvre visant à soutenir le développement local. Le projet « *Employment Creation and Peace Building through Local Economic Development Project* » de l'OIT au Népal, investit massivement dans la construction et l'entretien de routes rurales et de canaux d'irrigation. Des emplois à court terme sont créés pour les ménages pauvres par le biais de méthodologies à forte intensité de main-d'œuvre. Les avantages pour la communauté résident non seulement dans les effets multiplicateurs de la création d'emplois, mais aussi dans la création d'infrastructures et de biens physiques pour la communauté, permettant aux produits agricoles et autres biens d'arriver sur le marché local, et permettant l'amélioration de l'accès rural aux soins de santé, à l'éducation et à d'autres services sociaux. Lorsque les donateurs et les entreprises sélectionnent des candidats parmi des entreprises locales ou qu'ils ont recours à la sous-traitance dans la communauté, l'économie locale voit augmenter les offres d'emploi et les salaires versés localement stimulent l'économie locale.

La création et le maintien d'infrastructures à haute intensité de main-d'œuvre ont aussi fait office de mécanisme pour injecter des fonds dans les économies fragiles et créer des emplois temporaires pour les ménages vulnérables. Le travail contre rémunération en espèces mis en place par CHF International au Darfour-Nord, avait pour but de réhabiliter les routes rurales. Les espèces gagnées par les personnes ont fourni à la communauté des capitaux pour le petit commerce, l'agriculture et d'autres activités économiques.⁹

Le développement d'infrastructures à haute intensité de main-d'œuvre comme celui réalisé au Népal a un effet multiplicateur en générant de l'emploi à l'échelle locale et en renforçant les actifs de la communauté

Au Nord-Darfour, la maintenance des infrastructures à forte intensité de main-d'œuvre s'est avérée être un mécanisme important d'injection de fonds dans des économies fragiles

9 Voir CHF International pour plus d'informations.

Les conseils municipaux peuvent chercher à privilégier des entreprises locales à forte intensité de main-d'œuvre, par rapport à des entreprises non locales à forte intensité d'équipements. L'infrastructure à forte intensité de main-d'œuvre crée plus d'emplois et l'embauche d'une entreprise locale permet de retenir des investissements plus importants au sein de l'économie locale. Cependant, dans certains cas, le gouvernement central oblige les gouvernements locaux à suivre des règles qui définissent des exigences strictes, des dépôts de garantie et autres règlements qui compliquent les procédures d'appel d'offres pour les petites entreprises locales de l'économie informelle. Le gouvernement local doit avoir la capacité de négocier avec le gouvernement central afin de simplifier les soumissions locales.

Développement des infrastructures du gouvernement local grâce aux appels d'offres locaux : infrastructures à haute intensité de main-d'œuvre dans la province de Limpopo en Afrique du Sud

Dans le cadre du programme Gundo Lashu en Afrique du Sud, le gouvernement provincial de Limpopo a collaboré avec les municipalités locales pour mettre en œuvre et identifier des projets d'infrastructures locaux. Le programme visait à utiliser les ressources locales pour la construction de routes et de ponts, plutôt que les organismes routiers ou de travaux publics du gouvernement central. En conséquence, 24 entreprises locales ont été embauchées pour construire des routes, des ponts et d'autres infrastructures apparentées. À la fin du projet, les entreprises locales s'étaient familiarisées avec les processus d'appel d'offres et ont réussi à obtenir d'autres contrats, ce qui a généré un accroissement de l'emploi à l'échelle locale. Le programme a atteint son objectif en collaborant avec le gouvernement local et les entreprises locales pour la création d'infrastructures en faveur des entreprises, tout en créant des emplois localement et en stimulant l'économie locale. Le gouvernement municipal a joué un rôle prépondérant vu qu'il possédait les capacités en termes de gestion et les connaissances locales pour collaborer avec les entreprises du secteur formel et informel des environs, mieux que ne l'aurait fait un gouvernement provincial ou central qui aurait embauché une grosse entreprise de développement d'infrastructures.

Source: Kuiper, M, van der Rees, K., 2003, Growing out of Poverty: How employment promotion improves the life of the poor", SEED Document de travail 74, BIT, Genève.

En Mongolie, le développement de la chaîne de valeur et le regroupement ont été utilisés pour relever les défis de la croissance des entreprises dans les zones rurales et reculées

- **Promotion de la compétitivité des entreprises.** L'amélioration de la chaîne de valeur et la création de groupements sont des voies susceptibles d'augmenter la compétitivité d'un territoire. Grâce à une meilleure intégration des réseaux relationnels sous forme de liens vers les marchés, les acheteurs et les fournisseurs (les chaînes de valeur) et de groupements d'entreprises, il est possible d'améliorer l'efficacité de la création de produits et de services ; ainsi, des marchés inexplorés peuvent être ouverts et des innovations de produits rendues possibles. L'amélioration de la chaîne de valeur résout les inefficacités de production (coût élevé, faible production) résultant de contraintes dans les procédés de production ou liées à un fournisseur commercial. Le développement des groupements concerne le regroupement d'entreprises complémentaires (au sein d'une chaîne de produits) et concurrentielles (dans le même secteur industriel).

Un réseau dense d'entreprises géographiquement proches permet aux entreprises de réduire les coûts de transaction, d'améliorer la réactivité à la demande et stimule le développement de nouveaux produits ou services. Le regroupement en réseau et une meilleure coordination, permettent à des entreprises de plus petite taille, présentes dans l'économie formelle et informelle, d'obtenir de grands avantages commerciaux dans des domaines tels que l'achat groupé et le partage des coûts des services logistiques. Le projet « *Enterprise Mongolia: Microcredit and Entrepreneurship* » du PNUD en Mongolie s'est engagé dans le développement de la chaîne de valeur et de groupements pour traiter les problèmes de croissance des entreprises dans les zones rurales très reculées.

La mise en place d'ateliers, le partage des coûts des services de transport et une meilleure intégration dans la chaîne de valeur, a accru la compétitivité des produits ruraux face aux importations de l'étranger et aux biens provenant de la capitale.¹⁰

- **Création d'un environnement favorable aux entreprises au niveau local.** Pour bien fonctionner, une procédure d'enregistrement des entreprises doit être transparente, tant en ce qui concerne les frais à payer que les services qui seront mis à disposition du demandeur après son enregistrement. Un système simplifié d'autorisation et d'enregistrement des entreprises procure de nombreux avantages. Il peut :
 - Augmenter les recettes fiscales locales pour le gouvernement, ce qui soutient les réserves locales pour la mise en place d'un environnement propice aux entreprises locales ;
 - Créer des opportunités de sous-traitance avec des clients plus importants du secteur formel ;
 - Réduire la vulnérabilité à la corruption et fournir aux entreprises un accès à un recours légal ;
 - Créer un réseau d'entreprises pour mieux coordonner le développement et la promotion du sous-secteur du gouvernement, de donateurs ou de la société civile (par exemple, des réseaux de marketing, de valorisation des marques, d'achat) ;
 - Élargir l'accès des entreprises aux services financiers tout en abaissant le coût du crédit par l'augmentation des clients et des créanciers.

Dans une étude portant sur 16 unités gouvernementales locales aux Philippines qui ont simplifié les systèmes d'enregistrement des entreprises locales, six types de bonnes pratiques ont été identifiés¹¹. L'une de ces pratiques vise à améliorer la procédure d'enregistrement en réduisant le nombre d'étapes et de signatures nécessaires pour l'enregistrement et le renouvellement des entreprises. D'autres bonnes pratiques identifiées étaient la création d'un guichet unique des entreprises, l'informatisation et l'échange d'informations, la création de partenariats avec le secteur privé, l'élaboration de stratégies créatives d'information, d'éducation et de communication ainsi que la demande de retours de la part des clients.

- **Développement des infrastructures.** La création d'infrastructures peut améliorer l'aptitude des entreprises à réaliser la production physique de biens et de services et leur échange sur le marché. Les routes, chemins de fer et services publics permettent le transfert de produits et de services, et la création de passerelles entre les communautés isolées et les marchés mondiaux. Les communautés ont ainsi un accès accru à de plus grandes opportunités économiques et à des services sociaux élargis (hôpitaux, écoles, centres de formation professionnelle). Le fait de cibler le développement des infrastructures en faveur des acteurs de l'économie informelle, peut sensiblement améliorer leur productivité et leurs revenus. L'ouverture de lieux physiques pour le commerce et la vente dans la rue peut par exemple permettre aux entrepreneurs de disposer d'un site fixe pour les activités économiques tout en leur facilitant l'accès à un éventail de services, dont la sécurité, les services publics, des services financiers et des informations. Plusieurs villes asiatiques, comme Bangkok, Chiang Mai et Singapour ont puisé dans leur potentiel de production de soutien aux infrastructures et d'affectation d'espace, pour venir en aide aux entrepreneurs locaux. Les impacts peuvent être appréciés dans les marchés locaux dynamiques qui fournissent une bonne partie des biens et services à la communauté, voire au-delà.

Aux Philippines, la simplification des procédures d'enregistrement se manifeste par la création d'un guichet unique, l'informatisation et l'échange d'informations, la création de partenariats avec le secteur privé et l'élaboration de stratégies d'éducation

Plusieurs villes asiatiques ont puisé dans leur potentiel de production de soutien aux infrastructures et d'affectation d'espace, pour venir en aide aux entrepreneurs locaux

¹⁰ Voir la section de ressources pour accéder le site-web du PNUD sur le projet.

¹¹ Voir la section de ressources pour accéder le site-web du BSMDB Philippines sur les bonnes pratiques des systèmes d'enregistrement des entreprises locales

Soutiens intégrés en faveur de l'économie informelle à l'échelle locale

Conseil métropolitain de Durban en Afrique du Sud

Le Conseil métropolitain de Durban, en Afrique du Sud, donne un bel exemple de prestation de services fortement intégrés en soutien aux entreprises et aux travailleurs de l'économie informelle. Après avoir constaté que l'économie informelle concernait une grande partie de la production économique globale de la ville et employait un pourcentage important de personnes pauvres et vulnérables, la ville a décidé de revoir ses politiques économiques et sociales relatives à l'économie informelle. Ainsi, en 2000, une politique relative à l'économie informelle a été adoptée par la municipalité d'eThekweni dont fait partie la ville de Durban, dans le but d'inclure les organisations de l'économie informelle et de répondre à leurs besoins.

Le Conseil a reconnu que l'économie informelle, à l'instar de l'économie formelle, doit avoir accès aux services et aux infrastructures. La ville a collaboré avec les travailleurs de l'économie informelle pour perfectionner les infrastructures locales, renforcer le développement des entreprises et les services de micro-finance et améliorer le système d'autorisation des entreprises. Grâce aux initiatives du Conseil en termes d'infrastructures, les travailleurs de l'économie informelle disposent de lieux de travail améliorés et d'un meilleur accès aux marchés. Cette amélioration des infrastructures a augmenté la productivité des entreprises et accru la santé et la sécurité au travail des travailleurs. En outre, le Conseil a fait des efforts pour augmenter la dimension des services de développement des entreprises et de microfinancement, en renforçant les relations entre les prestataires de services pour fournir un ensemble global de formations professionnelles et commerciales, d'aide technique et d'accès au financement pour les entreprises. En ce qui concerne l'autorisation des entreprises, le Conseil métropolitain de Durban s'est efforcé de simplifier et de consolider les procédures d'autorisation et d'introduire des incitations à la formation professionnelle et à des tarifs réduits de services publics pour les entreprises du secteur informel.

De plus, le Conseil a développé la capacité des organisations de l'économie informelle pour afin d'accroître la sensibilisation à l'échelle de la communauté et augmenter la viabilité en veillant à ce que les services offerts par le Conseil soient vraiment nécessaires pour les bénéficiaires.

Cependant, des revers politiques récents ont souligné l'importance d'honorer les engagements envers le dialogue social et la participation des acteurs locaux dans la planification et la prise de décisions.

Source BIT, 2007, Le travail décent et la transition vers la formalisation: Dernières tendances, discussion et bonnes pratiques, BIT, Genève.

Argentine : le DEL dans le contexte de la crise financière passée

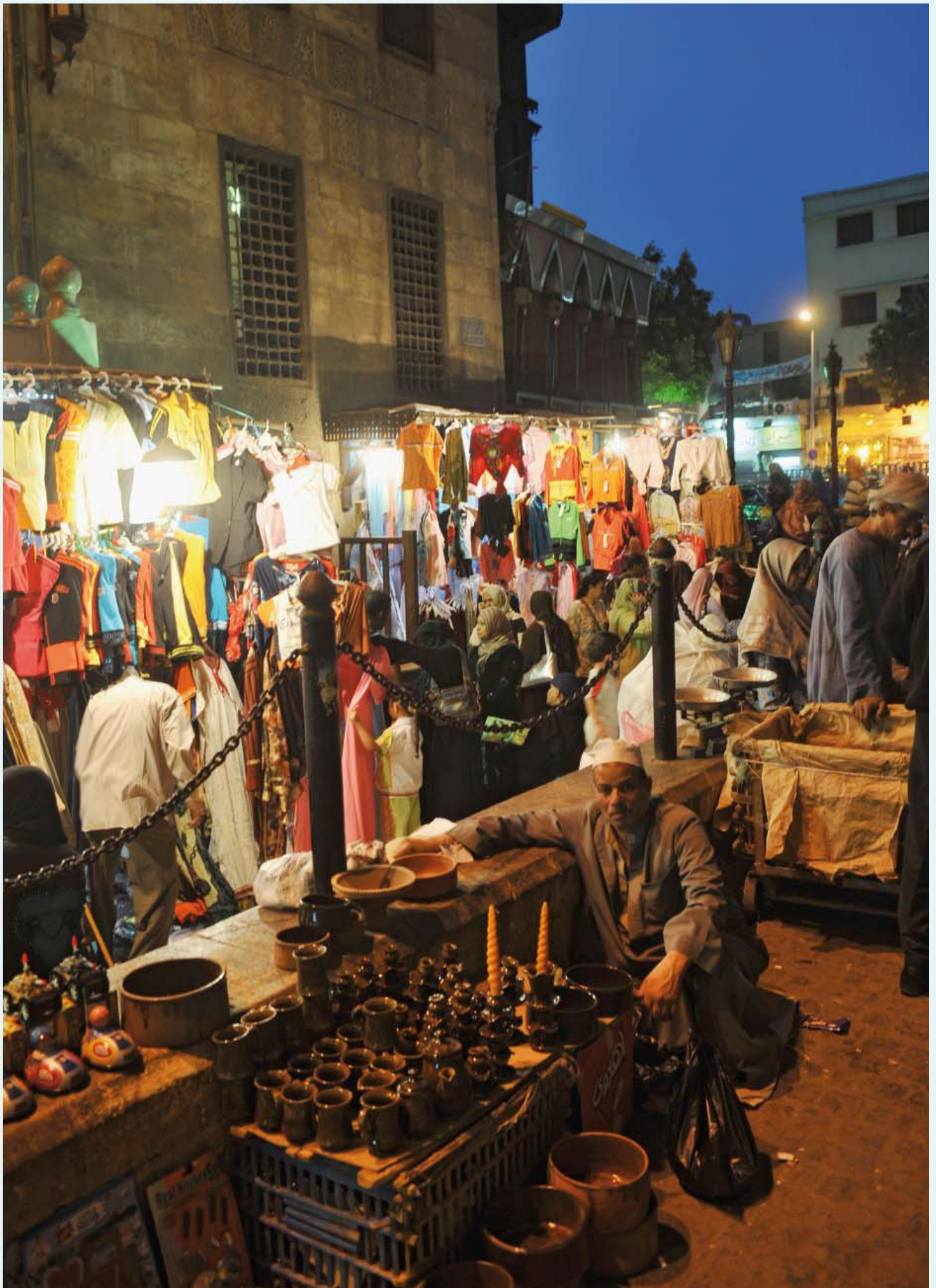
À la suite de la crise financière de 2001, l'OIT a aidé les acteurs locaux à élaborer et mettre en œuvre des stratégies de DEL. Les priorités identifiées étaient les suivantes : renforcement des services publics de l'emploi, création d'un observatoire du marché du travail, identification des secteurs en croissance, augmentation de l'accès à la formation et renforcement des capacités des ministères et des autorités locales. Plus de 170 services publics de l'emploi ont été créés et renforcés par le biais de formations. Des pactes de création d'emploi ont été signés à l'échelle locale pour soutenir les PME. Plus de 4 000 fonctionnaires et parties prenantes à l'échelle locale, ont été formés aux méthodologies de DEL, tandis que 6 000 travailleurs, pour la plupart issus de l'économie informelle, ont été formés et ont acquis des compétences certifiées.

L'évaluation du projet a révélé que les municipalités jouaient un rôle crucial dans la mise en œuvre de la politique de l'emploi, en particulier au moment de cibler les groupes les plus vulnérables de la communauté. L'évaluation a également souligné le rôle clé joué par le dialogue social dans la réussite de la planification et de la mise en œuvre.

Source : BIT, 2008, Rapport final du programme AREA.

■ **Amélioration de l'accès à la protection sociale.** Pour divers motifs, il existe de grosses lacunes en matière de couverture et de protection sociale pour les acteurs de l'économie informelle (voir la note sur la sécurité sociale). Le rôle des gouvernements locaux dans la prestation de la protection sociale est moins évident que dans d'autres fonctions. Cependant, dans certains pays, les gouvernements locaux se voient déléguer les pouvoirs de s'occuper de la promotion de la santé et de la protection sociale de sa main-d'œuvre. Ce mandat motive les gouvernements locaux à chercher des moyens de financer les services de santé par la création et la mise en œuvre de programmes d'assurance-maladie. L'existence de programmes nationaux de sécurité sociale et d'assurance-maladie fournit aux gouvernements locaux un mécanisme pour la prestation de services de protection sociale. Le fait de partager les risques et de mettre en commun des contributions plus importantes, réduit le coût de l'assurance et rend les bénéficiaires moins vulnérables aux chocs. En même temps, la participation des parties prenantes et gouvernements locaux, permet d'étendre la couverture de programmes nationaux à des lieux de travail distants et difficiles à atteindre, notamment les travailleurs informels qui n'ont pas d'adresse bien définie.

Les mécanismes de protection sociale incluent un vaste éventail d'instruments, tels que les programmes de garantie d'emploi. Un programme de garantie d'emploi est un instrument de stabilisation des revenus, prévu pour garantir un minimum vital. Ces programmes de garantie d'emploi sont conçus comme des initiatives de réduction de la pauvreté et comme un soutien temporaire au revenu dans le processus de reprise économique, suite à des catastrophes naturelles (par ex. inondations, sécheresse) ou des crises d'origine humaine (par ex. un conflit, la spéculation sur les produits de base, les chocs économiques). Ils impliquent souvent des projets de travaux publics à haute intensité de main-d'œuvre conçus pour stimuler la création d'emplois temporaires et d'infrastructures améliorant l'environnement social (par ex. écoles, hôpitaux) et commercial (construction de routes, de canaux d'irrigation). Étant donné que les travaux sont à haute intensité de main-d'œuvre et n'entrent pas en concurrence avec les secteurs productifs (les salaires d'un programme de garantie d'emploi ne font pas concurrence à l'emploi du secteur privé plus lucratif et plus productif), un processus d'auto-sélection se met en place, processus selon lequel les bénéficiaires les plus pauvres et les plus défavorisés, ayant des options d'emploi nulles ou faibles, choisissent de faire ce travail. (Voir aussi la note sur la Sécurité sociale).



Propriétaires de stands sur un marché dans le district de Khan El-Khlili, Egypte.



Marché traditionnel de Ghotheye, Niger.

Cette section fournit une liste des ressources afin de permettre au lecteur d'approfondir la question. Elle comprend également les bonnes pratiques, les instruments internationaux, les conclusions de la Conférence internationale du Travail, les publications intéressantes et les outils de formation. Une bibliographie des références dans le texte suit. Certaines informations peuvent se recouper dans les deux listes.

Publications pertinentes

- Boschima, R.A., 2005, *Proximity and innovation: a critical assessment*, Regional Studies, 39: pp. 61-74.
- Cheshire P. et Gordon, I., 1996, Territorial competition and the predictability of collective (in)action, *International Journal of Urban and Regional research*, 20, 383-399.
- Gallart, MA., 2008, *Skills, Productivity and Employment Growth The case of Latin America*, EMP/SKILLS Document de travail n° 7, Genève.
<http://www2.ilo.org/public/english/region/ampro/cinterfor/publ/gallart3/pdf/gallart.pdf>
- Howell, J., 2002, *Good Practice Study in Shanghai on Employment Services for the Informal Economy*, BIT, Genève.
http://www.ilo.org/dyn/infoecon/iebrowse.page?p_lang=fr&p_ieresource_id=29
- BIT, 2001, *The Role of Cooperatives and other Self-Help Organizations in Crisis Resolution and Socio-Economic Recovery*, BIT, Genève.
- BIT, 2004, *Cities at Work: Employment promotion to fight urban poverty*, BIT, Genève.
http://www.ilo.org/public/english/employment/recon/eiip/download/cities_at_work.pdf
- BIT, 2007, Decent work and the transition to formalization: Recent trends, policy debates and good practices, BIT, Genève.
http://www.ilo.org/safework/info/publications/WCMS_110314/lang--en/index.htm
- BIT, 2007, L'économie informelle, Commission de l'emploi et de la politique sociale, Conseil d'administration, 298^e session, GB.298/ESP/4, mars 2007, Genève.
http://www.ilo.org/gb/GBSessions/WCMS_GB_298_ESP_4_FR/lang--fr/index.htm
- Onalan, F. et Rychly L., 2007, *Dialogue at the local level in Europe: Comparison of case studies*, BIT, Genève.
<http://www.ilo.org/public/english/region/eurpro/ankara/areas/dialoguconf/Dialogue.pdf>
- Pike A., A. Rodriguez-Pose et J. Tomaney, 2006, *Local and regional development*, Londres: Routledge.
- Porter, M.E., 1990, *L'avantage concurrentiel des nations*, The Free Press, Partie I, en partic. les chapitres 1 et 4.
- Sassen, Saskia, 1997, *Informalization in advanced market economies*, Issues in development, Document de travail 20, BIT, Genève.
- Tchami, Guy, 2004, Manuel sur les Coopératives à l'usage des Organisations de Travailleurs, Service des Coopératives, BIT, Genève.
http://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/2004/104B09_594_fren.pdf

Tipple AG., 1995, Shelter provision and employment generation, BIT, Genève.
http://www.unhabitat.org/downloads/docs/3579_4894_HS-339.pdf

Outils de formation

Bureau of Small and Medium Enterprise Development (BSMBD), 2006, 'Streamling Business Registration in LGUs: Good Practices.', BSMBD, Philippines.

CHF International, Project sur Darfour-Nord et Sud.
<http://www.globalcommunities.org/node/21047>

BIT, 2007, Un guide opérationnel pour le développement local de la chaîne de valeur, BIT, Genève.
http://www.ilo.org/employment/units/rural-development/WCMS_166176/lang--fr/index.htm

BIT, 2006, Local Development and Decent Work, BIT, Genève.
http://www.ilo.org/empent/Publications/WCMS_112255/lang--fr/index.htm

BIT, 2005, Local Development Sensitisation Package Modules 1-5, BIT, Genève.
http://www.ilo.org/wcmstp5/groups/public/@ed_emp/@emp_ent/documents/instructionalmaterial/wcms_159822.pdf

BIT, Women's Entrepreneurship tools.
https://www.ilo.org/wcmstp5/groups/public/---ed_emp/---emp_ent/---ifp_seed/documents/genericdocument/wcms_111366.pdf

CIF Turin, Créer un environnement propice au développement de la petite entreprise (cours de formation).

CIF Turin, Strategies for Local Economic Development, (Cours de formation).

Gasser, M., Salzano, C., Di Meglio, R., Lazarte-Hoyle, A., 2004, Local Economic Development in post-crisis situations: An Operational Guide, BIT, Genève.

Postuma, An ILO Methodology and Capacity-Building in Local Economic Development: An Employment Centred approach.
[http://www.valencia.es/ayuntamiento/rinternacionales_accesible.nsf/0/5F965D5CD5E0376FC125722600465E83/\\$FILE/POSTHUMA.pdf?OpenElement&lang=1&nivel=8](http://www.valencia.es/ayuntamiento/rinternacionales_accesible.nsf/0/5F965D5CD5E0376FC125722600465E83/$FILE/POSTHUMA.pdf?OpenElement&lang=1&nivel=8)

PNUD, Rapport annuel 2010-2011, Mongolie : Créer une économie résiliente.
http://web.undp.org/annualreport2011/francais/reduction_de_la_pauvrete_et_realisation_des_omd.html

Pour plus d'information, voir le site Internet de l'unité de Développement économique local de l'OIT

<http://www.ilo.org/empent/areas/local-economic-development-led/lang--fr/index.htm> et du Programme des investissements à haute intensité de main-d'œuvre
<http://www.ilo.org/emppolicy/units/employment-intensive-investment-unit-empinvest/lang--fr/index.htm>

Références

- Adam, C. et Harriss-White, B., *From Monet to Mondrian: characterizing informal economic activity in field research and simulation models* dans Barbara Harriss-White et Anushree Sinha, 2007, *Trade liberalization and India's informal economy*. New Delhi: Oxford University Press.
- Atkinson, A., 2009, *Cities with Jobs: Full and Productive Employment and Decent Work for All*, Note de synthèse politique, BIT.
- Bessette, S., 2005, *A Primer on Economic Development Planning in Less-Developed Countries*, Urban and Regional Economic Development Handbook, Taubman College of Architecture and Urban Planning, University of Michigan.
- Boschma, R., 2005, *Proximity and Innovation: A Critical Assessment*, Regional Studies, (39)1, pp. 61-74, Routledge: Londres.
- Birchall, J. et Ketilson, L. *Resilience of Cooperative Business Model in Times of Crisis*. BIT. 2009.
- Bureau of Small and Medium Enterprise Development (BSMBD), 2006, *Streamlining Business Registration in LGUs: Good Practices*, BSMBD, Philippines.
- Cunningham, S, et Meyer-Stamer, 2005, *Planning or Doing Local Economic Development? The Problems with the Orthodox Approach to LED*, African Insight, Vol. 35, No. 4, pp. 4-14.
- Golub, S., 2003, *Non-state Justice Systems in Bangladesh and the Philippines*, Document préparé pour le United Kingdom Department for International Development, Boalt Hall School of Law, University of California à Berkeley.
- Goodlad, R. et Meega, R., 2005, *Governance, Social Cohesion and Participation* dans Buck, *et.al.*, 2005, *Changing Cities: Rethinking Urban Competitiveness, Cohesion and Governance*.
- Gordon, I et Buck, N., 2005, *Introduction: Cities in the New Conventional Wisdom* dans Nick Buck, Ian Gordon, Alan Harding et Ivan Turok, éd. *Changing Cities: Rethinking Urban Competitiveness, Cohesion and Governance*, Royaume-Uni: Palgrave in association with Economic and Social Research Council Cities Programme.
- House, W., 2003, *Decent Work Deficits in the Informal Economy in Indonesia*, BIT Genève.
- Indon, R. et Yu, S., 2009, *Local Governance and the Informal Economy: Experiences in Promoting Decent Work in the Philippines*. Bureau international du Travail, Genève (manuscrit).
- BIT, 2007a, Commission de l'emploi et de la protection sociale : l'économie informelle, GB.298/ESP/4, BIT, Genève.
- BIT, 2007b, Le travail décent et la transition vers la formalisation: Dernières tendances, discussion et bonnes pratiques, BIT, Genève.
- BIT, 2007c, Indicateurs clés du marché du travail, BIT, Genève.
- BIT, 2007d, *Labour Insertion and Enterprise Promotion: Activating Development*, BIT, Genève.
- BIT, 2007e, *The Informal Economy: Enabling Transition to Formalization*, BIT, Genève.
- BIT, 2001, *Local Employment in the Informal Economy*, BIT, Genève.
- Kannan, K., 2009, *Global Economic Crisis and the Informal Economy in Developing Countries Crisis as Opportunity to address Decent Work and Development*, Centre for Development Studies: Kerala.

Kuiper, M, van der Rees, K., 2003, *Growing out of Poverty: How employment promotion improves the life of the poor*, SEED Document de travail 74, BIT, Genève.

Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), 2008, *Designing Local Skills Strategies: Emerging Findings from the OECD Study*, Extrait du rapport intermédiaire, OCDE et programme LEED, 15 janvier.

Parisotto, A., 2007, *Local employment generation – LGU practices in the Philippines. Local economic development for employment generation, peace and security: Approaches, tools, and good practices in the Philippines*, Rapport d'un atelier technique OIT/BSR à Manille, BIT, Manille.

Onalan, F. et Rychly L., 2007, *Dialogue at the local level in Europe: Comparison of case studies*, BIT, Genève.

Rodrigues-Pose, A., 2008, *Milestones and challenges of LED practice and academic research. @local.glob: Global Thinking for Local Development*, N° 5. Turin : programme Delnet, Centre international de formation de l'OIT, Numéro spécial en soutien à la Conférence inter-agences sur le Développement économique local (DEL), Turin, Italie, 22-24 octobre 2008.

Staermose, T., 2008, *The role of public sector in Private Sector Development (PSD) at the local level*, OIT, Sri Lanka.

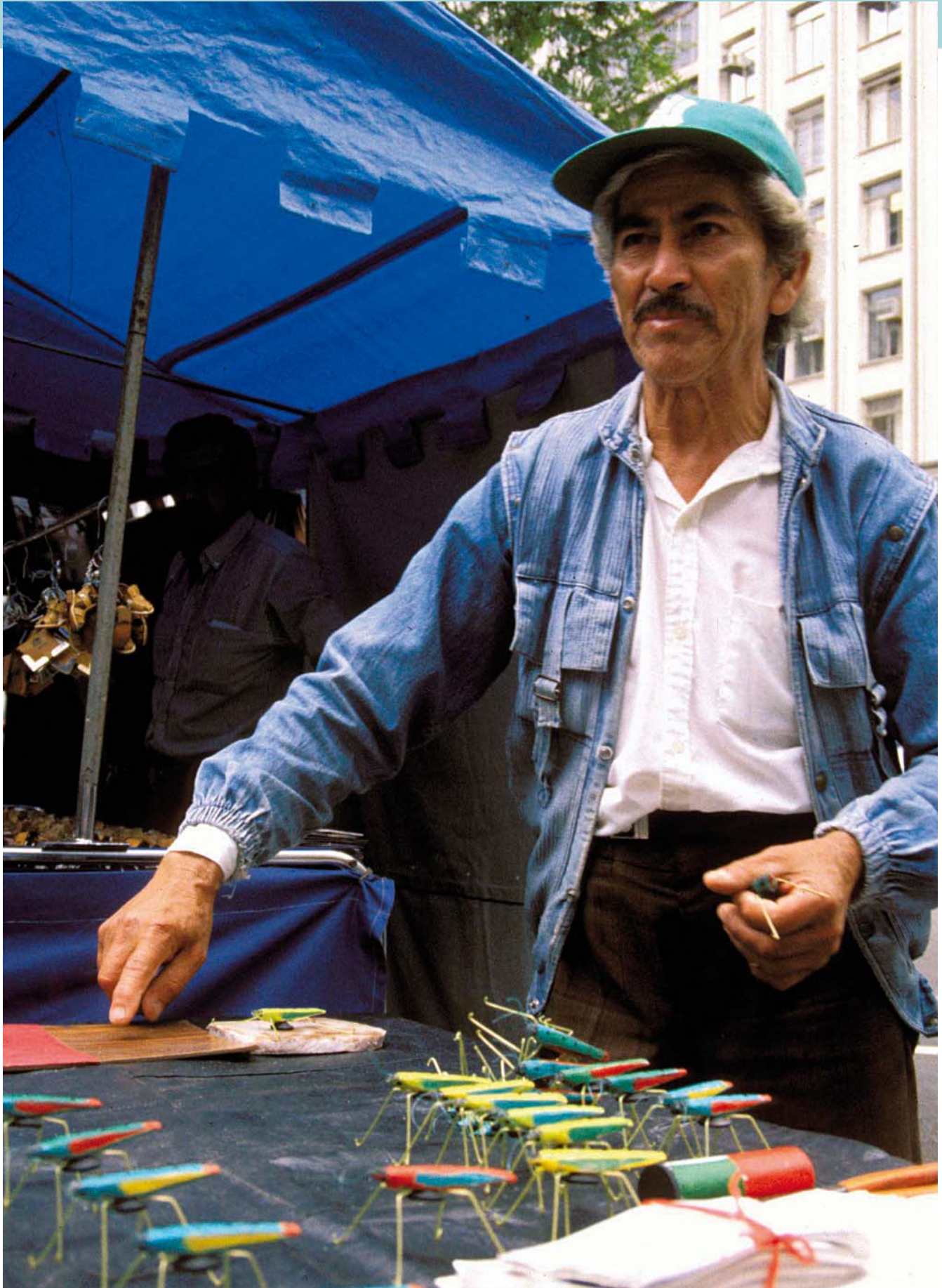
Swinburn, G., Goga, S. et Murphy, F., 2004, *Local Economic Development: A Primer Developing and Implementing Local Economic Development Strategies and Action Plans*. Bertelsmann Stiftung, Gütersloh et la Banque mondiale, Washington, D.C.

Van Empel, C., 2007, *Social dialogue for urban employment: Changing concepts and practices*, Habitat International: Annecy.

Van Klinken, G., 2008, *Blood, timber, and the state in West Kalimantan, Indonesia*, Asia Pacific Viewpoint, 49(1), pp.35-47.

Banque mondiale, 2004, *Project Information Document: Initiatives for Local Governance Reform Project*, Banque mondiale, Indonésie.

Work, R., (Non date), *The Role of Participation and Partnership in Decentralised Governance: A Brief Synthesis of Policy Lessons and Recommendations of Nine Country Case Studies on Service Delivery for the Poor*, PNUD, New York.



Vendeur ambulant, Brésil.

Table des matières:

Remerciements / Avant-propos / Préface / Comment utiliser ce guide / Acronymes

PARTIE I: Les concepts

1. Travail décent et économie informelle

1.1 Questions conceptuelles clés

2. Mesure de l'économie informelle

2.1 Relever les défis statistiques

PARTIE II: Politiques d'appui aux transitions vers la formalité

3. Stratégies de croissance et création d'emplois de qualité

3.1 Modèles de croissance économique et économie informelle

4. Le cadre réglementaire et l'économie informelle

(A) Normes internationales du travail

4.a1 Cadre réglementaire et l'économie informelle: définir un socle social pour tous les travailleurs

4.a2 Normes internationales du travail: pour que la loi s'étende aux travailleurs non protégés

4.a3 Comprendre la relation de travail et son impact sur l'informalité

(B) Groupes spécifiques

4.b1 Travailleurs domestiques: stratégies pour surmonter les lacunes de la réglementation

4.b2 Travailleurs à domicile: réduire les vulnérabilités par l'extension et l'application de la loi

4.b3 Vendeurs ambulants: innovations en matière réglementaire

4.b4 Micro et petites entreprises (MPE), informalité et droit du travail: réduire les lacunes en matière de protection

4.b5 Stratégies pour transformer le travail non déclaré en travail réglementé

(C) Administration du travail

4.c1 Administration du travail: surmonter les défis pour atteindre l'économie informelle

4.c2 Inspection du travail et économie informelle: des innovations à portée de main

5. Organisation, représentation et dialogue

5.1 Dialogue social: promouvoir la bonne gouvernance dans l'élaboration des politiques en matière d'économie informelle

5.2 Le rôle des organisations d'employeurs et des associations de petites entreprises

5.3 Syndicats: atteindre les populations marginalisées et exclues

5.4 Coopératives: un tremplin pour sortir de l'informalité

6. Promotion de l'égalité et lutte contre la discrimination

6.1 Promouvoir l'autonomisation des femmes: sortir de l'informalité par la voie sexospécifique

6.2 Travailleurs migrants: cadres politiques pour une migration régulée et formelle

6.3 Handicap: des approches inclusives pour un travail productif

7. Entrepreneurat, renforcement des capacités et finance

7.1 Entreprises informelles: soutiens à la politique d'encouragement à la formalisation et à la mise à niveau

7.2 Amélioration des compétences et employabilité: faciliter l'accès à l'économie formelle

7.3 Microfinance: stratégies ciblées pour sortir de l'informalité

8. Extension de la protection sociale

8.1 Etendre la couverture de sécurité sociale à l'économie informelle

8.2 VIH/Sida: mettre fin à la discrimination et à l'exclusion économique

8.3 Etendre la protection de la maternité à l'économie informelle

8.4 La garde des enfants: un soutien essentiel à l'amélioration des revenus

9. Stratégies de développement local

9.1 Développement local: Mécanismes de soutien intégré pour sortir de l'informalité